

53.780 hectares, située dans la province de l'Estuaire.

Article 3 .- Les limites du parc national d'Akanda sont les suivantes :

- le point A situé à 0.63909°N, 9.4355°E sur le bord de la baie de Corisco;
- suivant une ligne droite dans la direction nord dans la baie de Corisco, jusqu'au point B situé à 0.6680°N, 9.4360°E;
- suivant une ligne droite dans la direction nord-est dans la baie de Corisco jusqu'au point C situé à 0.7133°N, 9.4730°E;
- suivant une ligne droite dans la direction est jusqu'au point D situé à 0.7176°N, 9.5510°E;
- suivant une ligne droite dans la direction sud-est jusqu'au point E sur le bord de la baie de Corisco situé à 0.6919°N, 9.6130°E;
- suivant la rive droite de la rivière Massotié jusqu'au point F situé à 0.6929°N, 9.6231°E;
- suivant le bord des marais au sud jusqu'au point G à Pointe-Nombo situé à 0.6083°N, 9.6102°E;
- suivant la rive droite de la rivière Ewin Ayong jusqu'au point H situé à 0.6108°N, 9.6198°E;
- suivant la rive gauche du marigot Ongam jusqu'au point I situé à 0.6142°N, 9.6201°E;
- suivant le bord des marais jusqu'au point J sur la rive droite de la rivière Ngouandzé situé à 0.5589°N, 9.6558°E;
- traversant la rivière Ngouandzé et suivant le bord des marais jusqu'au point K sur la rive droite de la rivière Ngouanie situé à 0.5459°N, 9.6541°E;
- traversant la Ngouanie et suivant le bord des marais jusqu'au point L sur la rive gauche de la rivière Mbé situé à 0.4663°N, 9.6775°E;
- suivant la rivière Mbé jusqu'à sa confluence avec la rivière Nzémé sur sa rive gauche au point M situé à 0.4479°N, 9.6739°E;
- suivant la rive gauche de la rivière Nzémé jusqu'au point N situé à 0.4563°N, 9.6628°E;
- suivant le bord des marais jusqu'à la rive droite de la rivière Mondah jusqu'au point O situé à 0.4461°N, 9.6347°E;
- traversant la rivière Mondah et la suivant jusqu'au point P à sa confluence avec la rivière Essassa situé à 0.4479°N, 9.6104°E;
- traversant la rivière Essassa et la suivant jusqu'au point Q situé à 0.4509°N, 9.5981°E;
- suivant le bord des marais jusqu'au point R sur la rive droite de la rivière Abondo situé à 0.4517°N, 9.5624°E;
- traversant la rivière Abondo en ligne droite jusqu'au point S sur le bord des marais situé à 0.4518°N, 9.5488°E;
- suivant le bord des marais jusqu'au point T sur la rive droite de la rivière Bombié situé à 0.4803°N, 9.5382°E;
- traversant la rivière Bombié et remontant la rivière Oyang jusqu'au point U situé à 0.4866°N, 9.5256°E;
- traversant en ligne droite jusqu'au bord des marais au point V situé à 0.4923°N, 9.5157°E;
- suivant le bord des marais jusqu'au point W à l'embouchure des rivières Ambouchou et Mamboumbé situé à 0.5753°N, 9.4453°E;
- suivant la rive droite de la rivière Mamboumbé jusqu'au point X sur le bord des marais situé à 0.5796°N, 9.4334°E jusqu'au point A sur la baie de Corisco situé à 0.6390°N, 9.4355°E.

Article 4 .- Un règlement intérieur sera établi, après consultation du conseil national des parcs nationaux, pour définir les modalités de gestion et de contrôle des activités ou de la circulation autori-

Décret n° 608/PR/MEFEPEPN
du 30 août 2002
portant classement
du parc national d'Akanda

Le président de la République, chef de l'État,
Vu la Constitution,
Vu les décrets n° 127/PR et n° 128/PR des 26 et 27 janvier 2002 fixant la composition du gouvernement de la République;
Vu la loi n° 14/63 du 8 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation;
Vu la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
Vu l'ordonnance n° 6/2002 du 22 août 2002 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
Vu le décret n° 1746/PR/MEF du 29 décembre 1983 fixant les attributions et l'organisation du ministère des eaux et forêts;
Vu le décret n° 184/PR/MEFCR du 4 mars 1987 fixant les modalités de classement et de déclassement des forêts de l'État;
Vu le décret n° 192/PR/MEFCR du 4 mars 1987 réglementant l'exercice des droits d'usages coutumiers;
Le Conseil d'État consulté;
Le conseil des ministres entendu;

Décète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 9, 75, 76 et 90 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, porte classement du parc national d'Akanda.

Article 2 .- Est classée en parc national dit parc national d'Akanda, une zone d'une superficie de

sées en fonction des zones de protection à définir à l'intérieur du parc national.

Article 5 .- La gestion du parc national, selon les modalités définies par le règlement intérieur visé ci-dessus, est placée sous la tutelle du ministère chargé des eaux et forêts.

Article 6 .- Conformément aux dispositions des articles 79 et 80 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, le parc national d'Akanda fera l'objet d'un plan d'aménagement rendu exécutoire par décret pris en conseil des ministres.

Article 7 .- A l'intérieur du parc national d'Akanda, les activités touristiques sont organisées selon le plan d'aménagement prévu à l'article 6 ci-dessus.

Toutes autres activités sont normalement interdites dans les limites du parc national à l'exception de celles résultant de droits d'usages coutumiers.

Article 8 .- Les infractions au présent décret sont réprimées conformément aux dispositions du titre VII de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée.

Article 9 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 10 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 30 août 2002

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume Emame

Le ministre de l'économie forestière, des eaux,

de la pêche, chargé de l'environnement

et de la protection de la nature

Émile Doumba

Le ministre d'État, ministre de l'économie,

des finances, du budget et de la privatisation

Paul Toungui

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique

et de la décentralisation

Idriss Ngari

Le ministre de la défense nationale

Ali Bongo

Le ministre du tourisme et de l'artisanat

Jean Massima

Le garde des sceaux, ministre de la justice

Honorine Dossou Naki